



1^{ère} Réunion du Groupe de travail Genre Jeudi 3 décembre 2020, 14h30 – 16h, Zoom

Compte-rendu

Liste des participant.e.s : cf. Annexe 1

Introduction

- **Geneviève Sevrin**, directrice de Cités Unies France

Après plusieurs années où les questions liées au genre ont été abordées de manière transversale, le moment était venu d'aborder ce thème de manière spécifique et d'en faire un groupe de travail. L'association est heureuse de voir émerger celui-ci, avec l'appui de la ville de Tours et les nombreuses collectivités participantes.

- **Élise Pereira-Nunes**, présidente du groupe de travail Genre de Cités Unies France, Déléguée aux Relations internationales, aux réseaux de villes, aux jumelages et à la francophonie de la ville de Tours.

L'égalité des genres est un enjeu majeur en France et à l'international depuis la fin des années 1990, devenu presque *mainstream*¹ en 2020 ([Agenda 2030](#), [ODD 5](#), rapport du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes sur la « [diplomatie féministe](#) »)

La raison d'être de ce groupe de travail est d'autant plus d'actualité que la crise de Covid-19 a accentué toutes les formes de violences contre les femmes.

Les collectivités, au plus proche des citoyens, doivent faire valoir leur voix (ex : [Forum Génération Égalité](#)) mais aussi dépasser les discours pour entrer en action pragmatique pour l'égalité des genres. Ici, les collectivités sont invitées à échanger des solutions et bonnes pratiques, faire preuve d'intelligence collective et miser sur leur capacité de plaider. Elles sont aussi un axe privilégié de territorialisation des ODD.

¹ Courante, habituelle.

1. **Retour sur le webinaire « Égalité femmes-hommes dans la coopération décentralisée » de la DAECT**, ayant eu lieu le 18 novembre 2020

- **Constance Koukoui**, cheffe du service Animation géographique et thématique de Cités Unies France

La DAECT a organisé un webinaire (disponible en replay [ici](#)) pour partager les ressources existantes à l'égalité des genres dans la coopération décentralisée, et pour inciter l'adhésion aux réseaux comme la [Plateforme Genre et Développement](#) du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE) ou la [Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale](#) du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE). L'un des objectifs du groupe est de partager les expériences pour arrimer les activités avec ces réseaux et la DAECT.

2. **Comment aborder le genre dans ce groupe de travail ? Pistes de travail possibles**

- **Élise Pereira-Nunes**, présidente du groupe de travail Genre

Pourquoi parler de « genre » et non pas uniquement d'« égalité femmes-hommes » ?

- Mot « genre » comprend une **transversalité** des problématiques, notamment sur les violences sexuelles et les discriminations. Ex : rend visible les violences dirigées contre les personnes transsexuelles ou les membres de la communauté LGBTQIA+
- Distinguer les notions de sexe (caractères sexuels de naissance)² et de genre (identité à laquelle l'on se sent appartenir).

Le champ de ce groupe de travail étant large, il est proposé de se concentrer sur l'**expertise**, la **compétence** et la **capacité à agir** que nous pouvons avoir en tant que collectivités territoriales, dans un dialogue entre local et international.

Thèmes pressentis (non-exhaustifs et soumis à l'avis des participants) :

1. La représentation et l'empouvoirement (*empowerment*) des femmes dans la sphère publique (politique, société civile, etc.)
2. La lutte contre les violences de genre
3. La mitigation des effets de la crise du coronavirus.

Proposition d'un sondage suivi d'échanges pour en savoir plus sur l'action des collectivités

Question 1 : Votre collectivité intègre-t-elle le genre dans l'action à l'international ?

→ Plus de 60% des participant.e.s ont répondu **oui**.

- **Zabbaou Liman**, chargée de coopération Mali pour la ville de Montreuil

Est revenue sur le caractère **transversal** de la promotion des droits des femmes dans la coopération internationale de Montreuil (Mali, Vietnam, Palestine, Allemagne).

Action phare de la ville : l'accompagnement à la construction en 2016 d'une Maison des femmes dans le Cercle de Yelimané³ à l'image de la Maison montreuilloise.

² Pour rappel, ces caractères ne sont pas exclusivement « féminins » ou « masculins », même à la naissance, comme c'est le cas pour les personnes dites intersexes.

³ Collectivité territoriale malienne composée de 12 communes

- Échange de compétences/expérience : le projet a été initié suite à l'accueil des 6 premières femmes élues de la collectivité malienne à Montreuil
 - Aujourd'hui, elles sont 56 femmes élues et la Maison des femmes de Yelimané est davantage axée sur l'autonomisation des femmes (financière, politique ou civile).
- **Delphine Langlade**, chargée de mission coopération internationale, Haïti et Madagascar pour le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine (CRNA), référente genre

Au CRNA, la question du genre est surtout présente à travers les ONGs qui mettent en œuvre les programmes et qui répondent à l'exigence des bailleurs.

- Problématique jusqu'ici pas été considérée comme prioritaire dans les accords, ni côté partenaire, ni pour le CRNA
- Un diagnostic a été fait et tire le constat d'un « bénéfice collatéral » en la matière, sans que la thématique ait expressément été définie.

Intentions actuelles d'intégration de la question :

- Formation de 7 chargé.e.s de mission à l'intégration du genre dans les programmes
- Programme de recherche-action avec l'Université de Bordeaux (à Madagascar et au Sénégal) qui va s'intéresser aux représentations liées au genre de l'équipe projet sur place.

Question 2 : Votre collectivité met-elle en place un dialogue entre action locale et action internationale sur ces thématiques ?

→ **Oui** à 58%

- **Brigitte Ragusa**, présidente du Groupe Mali de la ville de Viroflay

A répondu non aux deux premières questions, car la question semble trop générale. La collectivité répond à l'appel de chacun, femmes ou hommes, mais ne fait pas d'action ciblée spécifiquement.

→ Réponse de **Élise Pereira-Nunes** : Même si cela pose question, il est parfois encore nécessaire d'estampiller les actions menées auprès des femmes. Ces dernières ne répondent pas de la même façon aux problématiques plus générales et font face à des problèmes singuliers. Ex : femmes migrantes exilées ayant subies des pratiques d'excision.

- **Félix Bokassia**, conseiller municipal délégué aux jumelages et à la solidarité internationale, ville de Château-Thierry

Thématique du genre présente dans la coopération décentralisée de Château-Thierry avec Madagascar (maraîchage, alphabétisation).

Déplore le manque d'action en matière de protection des femmes au Congo Kinshasa, pays qui traverse une crise humanitaire où les violences subies par les femmes sont une arme de guerre.

- Pourquoi féliciter le Dr. Mukwege (prix Nobel de la paix en 2018) mais délaisser ensuite les femmes congolaises dont ce dernier se fait le porte-parole ?
- À ce titre, pourquoi pas de groupe-pays RDC à CUF ?

→ Réponse de **Geneviève Sevrin** : Les groupes-pays sont constitués selon les activités menées par les collectivités françaises avec leurs partenaires. En l'absence de coopération décentralisée suffisante avec le pays, la création d'un groupe-pays abouti difficilement. L'association reste cependant à l'écoute des collectivités si elles souhaitent se saisir de la question.

- **Franck Gonsse**, conseiller délégué aux Affaires maritimes et portuaires et Coopérations internationales de la Communauté Urbaine de Dunkerque et **Marie Simati**, conseillère municipale chargée de la promotion de l'égalité femmes-hommes et à la lutte contre les violences faites aux femmes à la Ville de Dunkerque

Dunkerque souhaite répondre à l'appel de la gouverneure Farouata de l'île des Comores, notamment sur la problématique des jeunes filles mères et principalement sur l'île de Ngazidja.

- Envoyer des fascicules, kits ? Mise en relation avec des associations françaises ?
- Preneur de boîte à outil existantes.

Le protocole de coopération a été renouvelé pour la 3^{ème} fois avec le pays (pour 3 ans). Axe principal : lutte contre les violences faites aux femmes, dont la parole s'est libérée aux Comores.

- Contact avec le réseau Solidarité Femmes qui souhaite porter un projet avec la plateforme des associations comoriennes du 93 (PFAC-93)
- Le groupe tombe à point nommé pour travailler sur ces thématiques.

→ **Zabbaou Liman (Montreuil)** a manifesté son intérêt pour suivre le projet, étant également en contact avec la commune de Mbadani et une autre commune de l'île de Ngazidja.

Les élus rappellent la participation de la ville à l'initiative européenne [recognizeandchange.eu](https://www.recognizeandchange.eu) et la formation de ses agents via le plan annuel pour la promotion de l'égalité femmes-hommes.

- **El Hadj Ba**, conseiller municipal délégué à la coopération internationale et à la culture de la paix à la ville de Noisy-le-Sec

S'associe au sentiment d'impuissance et d'inaction exprimée par **Félix Bokassia**.

Revient sur les violences faites aux femmes en Mauritanie et de leurs conséquences (traumatismes, excommunication, grossesses non désirées, droit à l'avortement)

Pour rappel : il existe un GP Mauritanie à CUF qui peut-être une porte d'entrée pour agir.

Question 3 : Pensez-vous que les bailleurs mettent suffisamment de moyens (financiers, conseil, accompagnement) pour travailler sur ces questions avec vos partenaires ?

→ Oui : 18% - Non : 82%

Delphine Langlade (CRNA) remarque que la question est difficile car tous les bailleurs n'ont pas le même accompagnement, tandis que **Félix Bokassia** (Château-Thierry) met l'accent sur la difficulté que peuvent avoir les CT à monter des dossiers (expertise technique, critères d'éligibilités). **Gilbert Darroux** (Autun) revient sur l'action locale pour la protection des femmes (et des enfants), parfois difficile à mettre en place. Pistes : logements d'urgence pour les femmes battues, assistants sociaux en gendarmerie. **Marie Simati** (Dunkerque) rebondit sur la nécessité de s'appuyer sur des associations locales expertes et d'adhérer à la Charte européenne pour l'égalité femmes-hommes. **Christiane Amiel** (Nice), également gynécologue-obstétricienne, acquiesce sur l'explosion des violences lors du confinement. Une des solutions trouvées : sensibiliser les pharmaciens, qui peuvent être les premiers interlocuteurs aux maltraitances subies.

→ Les expériences vécues en tant que CT face au coronavirus localement peuvent servir dans les coopérations décentralisées.

- **Karine Plassard**, chargée de mission égalité des droits à la ville de Clermont-Ferrand

Considère que la ville a des lacunes en matière d'égalité. Le réseau des villes Michelin de coopération peine à accepter la thématique « genre » comme prioritaire malgré les efforts fournis en ce sens.

- Réseau Femmes depuis 2004 pour mutualiser les connaissances
- Soutien financier qui a évolué pour accompagner socialement et juridiquement les femmes

→ Enjeu : mettre en commun les connaissances et pratiques pour faire de la **prévention en amont de la réaction**. Imaginer un dossier/une boîte à outil qui puisse centraliser les leviers ?

➤ **Patricia Pasco**, responsable des relations internationales de la ville de Bouguenais

Coopération de longue date avec le Nicaragua sur les violences faites aux femmes.

- Mise en avant de l'échange riche et mutuel de pratiques « nos partenaires ont beaucoup à nous apprendre » et de la nécessité d'**inscrire** les partenariats **dans la durée**
- Possibilité de partager des boîtes à outils.

Question 4 : Quels sont les thématiques prioritaires pour vous ? (Choix multiples)

→ N°1 : Lutte contre les violences sexuelles et discriminations de genre

Ex-aequo : Représentation des femmes dans la sphère publique ; Autonomisation économique ; Droits et santé sexuels et reproductifs.

Question 5 : Qu'attendez-vous du groupe thématique ?

→ N°1 : Échange de bonnes pratiques (84%)

Ex-aequo : Plaidoyer auprès des instances ; Trouver des partenaires ; Mettre en valeur le rôle des collectivités ; Inciter d'autres collectivités à se saisir de la question.

Autre réponse proposée : la formation - Comment le GT peut se saisir de la question de la formation, notamment dans le montage de projet afin d'inclure le genre dans les coopérations décentralisées ?

Conclusion

Constance Koukoui : Quelques-uns des défis auxquels nous faisons face à l'issue de cette réunion sont le **décloisonnement** et l'**internationalisation** des services des collectivités territoriales. Il est important d'avoir une cohérence entre les politiques publiques locales et l'action avec les différents partenaires à l'international.

Geneviève Sevrin : Sur le besoin de formation, des réflexions sont menées au niveau de CGLU et de Platforma sur l'intégration du genre dans la coopération décentralisée. Dialoguer avec ces interlocuteurs pour organiser des formations peut-être une piste.

Élise Pereira-Nunes : Merci d'avoir participé à cette première réunion à huit clos. Celle-ci a vocation à s'ouvrir à d'autres collectivités et d'autres experts. Soulignons aussi l'importance de la mutualisation des pratiques entre collectivités françaises mais aussi avec nos partenaires à l'étranger, afin de développer des coopérations toujours plus solides et horizontales.

→ **Nouvelle réunion fin janvier 2021**